

Appel à contributions pour la Revue Française de Gestion

Mobilités spatiales et dynamiques organisationnelles

Rédacteurs invités :

Bertrand Sergot – PESOR, Université Paris-Sud
Denis Chabault – PESOR, Université Paris-Sud
Elodie Loubaresse – PESOR, Université Paris-Sud

Date limite de soumission : 17 février 2012

Le monde contemporain se caractérise par un potentiel de mobilité spatiale croissant, fruit de la conjonction de l'essor des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ; de l'accroissement de l'offre de transport à plus ou moins longue distance (amélioration des infrastructures autoroutières, développement des réseaux de train à grande vitesse, accroissement des capacités de transport aérien de fret et de passagers et réduction de son coût) ; et d'une diminution considérable des barrières à la mobilité, qu'elles soient politiques (abaissement des barrières douanières) ou psychologiques (homogénéisation des modes de vie liée à la mondialisation).

Cette réalité a pu conduire certains (voir notamment Friedman, 2005) à proclamer l'abolition des contraintes géographiques pesant sur les comportements organisationnels. Ces affirmations s'accompagnent parfois d'un éloge des pratiques de mobilité spatiale des entreprises, incitées à reconfigurer sans cesse leurs activités pour faire face à un environnement concurrentiel en rapide évolution, notamment en s'affranchissant des « attachements inopportuns » (Finkelstein *et al.*, 2009) à certains territoires marqués par le déclin économique ou par l'accroissement des coûts d'usage des ressources qu'ils recèlent.

Plusieurs éléments convergents invitent toutefois à un constat plus nuancé. S'il s'est accru dans la période récente, le potentiel de mobilité spatiale offert à l'échelle planétaire n'est pas sans limites. Les débats publics qui persistent autour des délocalisations peuvent ainsi être interprétés comme le reflet d'un écart grandissant entre les perceptions de salariés peu mobiles géographiquement pour des raisons familiales, culturelles et/ou financières et le champ d'action de plus en plus globalisé des investisseurs et des dirigeants de firmes multinationales (Chanteau, 2001 ; Spicer, 2006). De même, les indicateurs mis en avant par Ghemawat (2011) montrent qu'organisations et individus mobilisent dans des proportions encore limitées ce potentiel accru de mobilité internationale. Enfin, les dynamiques - largement documentées - de *clusterisation*, qu'elles soient le pur produit des interactions entre acteurs privés ou qu'elles soient impulsées par des politiques publiques volontaristes (par exemple, en France, les programmes visant à constituer des pôles de compétitivité labellisés), sont également de nature à infléchir la mobilité organisationnelle et individuelle dans l'espace géographique.

La mobilité spatiale apparaît comme un concept polymorphe (voir notamment Urry, 2000), tant dans sa nature (elle est à la fois un potentiel et une réalité avérée) que par la diversité de ses objets (elle peut donc concerner des activités économiques, des êtres humains, mais aussi des biens physiques, des informations ou des capitaux), ou encore par la variété de ses manifestations (elle peut être permanente ou temporaire, tels les déplacements quotidiens domicile-travail ; elle peut s'effectuer sur des distances plus ou moins longues ; elle peut être volontaire ou contrainte...).

Dans ces conditions, la rupture introduite par la période récente dans les comportements de mobilité ne peut être que relativisée. La mobilité spatiale a toujours été un élément constitutif

des sociétés humaines, comme en témoignent le peuplement progressif de la surface du globe aux âges préhistoriques ou encore les vestiges des routes de la soie et de l'encens. Et elle a toujours coexisté - non sans conflits- avec l'immobile. Les évolutions en cours dans les comportements de mobilité des organisations doivent donc être appréhendées de manière plus fine afin de mettre à jour la manière dont ces organisations reconfigurent la part du mobile et de l'immobile dans leur fonctionnement interne mais aussi dans leurs relations avec leur environnement physique et institutionnel. En outre, ces reconfigurations ne peuvent s'appréhender simplement en termes de degré de mobilité, mais plutôt au travers des modifications dans les objets, les formes et les échelles géographiques de la mobilité spatiale. Les enjeux d'un tel effort d'analyse sont importants tant pour les chercheurs en sciences de gestion, dans la mesure où ils participent à une meilleure compréhension de l'inscription des comportements organisationnels dans l'espace géographique (Lauriol *et al.*, 2008), que pour les praticiens de la gestion et les décideurs publics, afin de comprendre en quoi les nouvelles connexions que cette mobilité spatiale génère affectent la situation des entités dont ils ont la charge. La complexité, l'actualité et les implications multiples du concept de mobilité spatiale appliqué aux comportements organisationnels ouvrent donc de nombreuses pistes de recherche qui sont aujourd'hui loin d'être épuisées.

L'objectif de ce dossier spécial est de faire le point sur les recherches interrogeant le lien entre mobilités spatiales et dynamiques organisationnelles. Par organisations, nous n'entendons pas seulement les entreprises, même si un intérêt particulier leur est porté. Il s'agit également de s'interroger sur les pratiques de mobilité existant dans d'autres types d'organisations (administrations publiques, ONG, partis politiques, organisations religieuses...). Le champ d'investigation de ce dossier couvre aussi bien l'étude des formes de la mobilité spatiale que l'analyse de ses déterminants et de ses effets pour les différents acteurs concernés.

Les propositions de contribution à ce dossier spécial pourront notamment traiter des questions suivantes :

- Quelles sont les incidences de la mobilité spatiale accrue des biens, des idées, des capitaux, des individus et des organisations sur les comportements stratégiques, les configurations organisationnelles, les modes de management, et, plus largement, sur les modalités de fonctionnement des entreprises ?
- Quelles sont les entreprises qui mobilisent le plus volontiers le potentiel de mobilité offert par le monde contemporain, sous quelles formes et pourquoi ? Quels effets ce recours à la mobilité a-t-il sur leur fonctionnement et leurs performances ?
- Dans quelle mesure et dans quelles circonstances les décideurs publics choisissent-ils d'accompagner ou de contrer cette mobilité ? Avec quels moyens et pour quelle efficacité ? Comment s'articulent, dans les politiques publiques, les dispositifs d'attraction de nouvelles entreprises et activités (qui favorisent la mobilité) et les dispositifs de fidélisation (qui visent à ancrer les entreprises dans le territoire) ?
- Quelles sont les relations existant entre la mobilité géographique individuelle et la mobilité spatiale des entreprises (transferts d'activités ou d'établissements, délocalisations...) ?
- Quelles sont les conséquences de la mobilité spatiale d'une entreprise ou de certaines de ses activités sur la nature et la qualité des relations entretenues avec d'autres organisations (clients, fournisseurs, concurrents, entreprises voisines ; établissements d'enseignement supérieur, laboratoires de recherche publics...) ? Cette mobilité est-elle susceptible d'avoir des effets de contagion, et, si oui, quels sont les mécanismes expliquant ces effets de contagion ?
- Comment s'articulent, dans les entreprises, le mobile et l'immobile ? Quelles tensions cette coexistence est-elle susceptible de créer ? Quelles modifications le potentiel accru de mobilité évoqué en introduction a-t-il provoqué dans cette articulation ?
- Quelles sont les formes, déterminants et conséquences spécifiques de la mobilité spatiale dans les organisations à but non lucratif ?

Cette liste n'est bien évidemment pas exhaustive. Cet appel à contributions, qui s'inscrit dans le prolongement du 5^e atelier de recherche du Groupe Thématique AIMS/ASRDLF « Stratégies, Espaces et Territoires » organisé le 25 novembre 2011 à l'Université Paris-Sud en collaboration avec le Groupe de Recherche Thématique « GRH et Territoires » de l'AGRH, se veut ouvert, aussi bien en termes de questionnement qu'en termes de démarche méthodologique, de terrain étudié ou encore de cadre théorique mobilisé. Les contributeurs potentiels sont en particulier invités à exploiter le potentiel de fertilisation croisée existant entre les disciplines des sciences de gestion, de la géographie, des sciences économiques, de la sociologie et tout autre champ disciplinaire pertinent. Toutes les contributions permettant de faire avancer, à partir de données empiriques, la compréhension du rôle de la mobilité spatiale dans les comportements organisationnels sont les bienvenues. Cet appel est également ouvert aux travaux s'interrogeant sur les usages possibles de la notion de mobilité spatiale (ou géographique) dans le champ des sciences de gestion. Enfin, des papiers méthodologiques et épistémologiques pourront être acceptés dans la mesure où ils proposent des apports significatifs en vue de développer ces usages.

Les propositions d'article devront être envoyées **avant le 17 février 2012 aux adresses suivantes** : denis.chabault@u-psud.fr, elodie.loubaresse@u-psud.fr ou bertrand.sergot@u-psud.fr en mentionnant le titre de ce dossier spécial « Mobilités spatiales et dynamiques organisationnelles ».

Les articles doivent respecter les consignes de la revue disponibles sur le serveur : <http://rfg.revuesonline.com>. Ils feront l'objet d'une évaluation en « double aveugle ».

Bibliographie générale

Chanteau J.-P. (2001), *L'entreprise nomade, localisation et mobilité des activités productives*, L'Harmattan, Paris.

Finkelstein S., Whitehead J. et Campbell A. (2009), « How Inappropriate Attachments can Drive Good Leaders to Make Bad Decisions », *Organizational Dynamics*, vol. 38, n°2, p. 83-92.

Friedman T.L. (2005), *The World Is Flat: A Brief History of the Twenty-First Century*, Farrar, Straus and Giroux, New York.

Ghemawat P. (2011), *World 3.0: Global Prosperity and How to Achieve It*, Harvard Business Press, Cambridge, MA.

Lauriol J., Perret V. et Tannery F. (2008), « Stratégies, espaces et territoires. Une introduction sous un prisme géographique », *Revue Française de Gestion*, n°184, p. 91-103.

Spicer A. (2006), « Beyond the convergence-divergence debate: The role of spatial scales in transforming organizational logic », *Organization Studies*, vol. 27, n°10, p. 1467-1483.

Urry J. (2000), *Sociology beyond Societies: Mobilities for the Twenty-First Century*, Routledge, London.